

1^{ER} JOUR DE LA GRÈVE DANS L'ÉDUCATION

L'Intersyndicale revendique 70% de taux de suivi

Différemment suivie en fonction des régions et des paliers, la grève à laquelle a appelé l'Intersyndicale de l'éducation se poursuivra aujourd'hui. L'Unpef, le Cela, le Snapest, le SNTE et le Satef évoquent un taux de suivi de l'ordre de 70%. Il s'agit, selon les syndicats autonomes, d'un avertissement lancé en direction de l'exécutif.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)- Premier jour de la grève à laquelle ont appelé les cinq syndicats réunis sous la houlette de l'Intersyndicale de l'éducation. Le comité de suivi installé pour suivre le déroulement de la journée estime le taux de suivi à pas moins de 70% au niveau national. L'adhésion des enseignants à la grève dépend des régions mais également des paliers. Dans certaines régions, des établissements ont été paralysés tandis que dans d'autres, les élèves ont eu classe normalement. Au-delà du taux de suivi, l'Intersyndicale de l'éducation, réunissant cinq syndicats autonomes, entend lancer un avertissement à l'exécutif afin que les doléances exprimées soient prises en charge. Idir Achour, numéro un du Conseil des lycées d'Algérie (Cela), estimait hier que le gouvernement devait considérer ce débrayage comme un «avertissement» lancé par une corporation qui a à l'appui une plateforme de revendications.

La satisfaction était la même auprès des quatre autres syndicats qui appelaient hier à main-

tenir intacte la mobilisation pour faire de la deuxième journée de grève une réussite. Ils se disent déterminés à défendre leur plateforme de revendications présentée dimanche dernier à la ministre de l'Éducation.

La rencontre qui les avait réunis avec Nouria Benghabrit avait été couronnée par un échec. La ministre de l'Éducation avait officiellement reconnu que seuls 5% des pré-occupations soulevées par les syndicats autonomes dépendaient de son département ministériel. Les questions liées au pouvoir d'achat, au dossier

de la retraite et aux indemnités nécessitent, en effet, une décision qui émanerait du gouvernement et pas seulement du ministère de tutelle.

Les syndicats autonomes de l'éducation reconnaissent n'avoir d'autres alternatives que de débrayer pour attirer l'attention de l'exécutif puisque, disent-ils, les portes de la chefferie du gouvernement restent fermées et les syndicats autonomes ne sont toujours pas reconnus comme un vis-à-vis avec lequel il faut discuter. Ils réclament, entre autres, l'amélioration du pouvoir d'achat, le respect des libertés individuelles, la révision du statut particulier du personnel de l'éducation, l'adoption d'un régime indemnitaire incitatif, la révision de la grille salariale en fonction de l'inflation, la révision de la loi fondamentale du secteur de



Photos : DR

La grève se poursuivra aujourd'hui.

l'éducation, l'application immédiate de la décision de revalorisation des diplômes DEUA et licence, la création d'un nombre suffisant de postes pour tous les grades et l'augmentation de la rémunération des heures sup-

plémentaires. Pour défendre cette plateforme, ils demandent à leurs bases respectives de rester mobilisées aujourd'hui encore, au moment où le Cnapeste continue sa grève.

N. I.

TIZI-OUZOU

Près de 70% de suivi

Alors que 80 enseignants affiliés au Cnapeste sont toujours en grève conformément au mot d'ordre lancé par leur syndicat, le secteur de l'éducation à Tizi-Ouzou connaît une nouvelle perturbation, suite à l'appel des syndicats autonomes de l'éducation qui sont représentés à Tizi-Ouzou, à savoir le Satef, l'Unpef, le SNTE et le Snapest. M. Habib, coordinateur de wilaya du Satef, revendique un taux de suivi de près de

70% du mouvement, au niveau des trois paliers de l'éducation.

Cette grève déclenchée après l'échec de la rencontre de la Coordination des syndicats autonomes de l'éducation dont le Cela avec la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghabrit, autour d'une plateforme de revendications socioprofessionnelles, intervient au moment où près de 80 enseignants adhérents du Cnapeste, qui n'est pas partie

prenante du mouvement de grève annoncé pour hier et aujourd'hui, ont cessé leur travail. Ils s'exposent de ce fait aux rigueurs des mesures de rétorsion prises à l'encontre des grévistes du Cnapeste, par la tutelle dont les arrêtés de radiation de la Fonction publique envoyés aux enseignants concernés ont pris effet à partir d'hier. Un délai de quinze jours est laissé aux concernés pour faire appel.

S. A. M.

FFS

Les dessous d'un bras de fer

Le différend autour de l'application des statuts au sein du FFS voile mal une féroce bataille pour le contrôle de l'appareil du parti.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Le FFS (Front des forces socialistes) est en butte à une nouvelle crise qui risque de lui coûter encore des départs de cadres et de militants. La démission de Ali Laskri de l'instance présidentielle, dont il était le coordinateur, est révélatrice d'une sérieuse crise qui va au-delà d'une question purement statutaire et réglementaire, comme certains voudraient le faire croire.

Pour cause, les débats houleux qui ont caractérisé la session ordinaire du conseil national du parti tenue le week-end écoulé et qui a décidé, bien tard dans la nuit de vendredi à samedi, d'une autre session, extraordinaire celle-là, de la même instance, prévue le 9 mars prochain. Et chacun des deux camps, les partisans d'un congrès extraordinaire et ceux qui estiment qu'il faudra attendre la tenue du congrès ordinaire prévu en mai 2019, revendiquent une victoire psychologique et

tactique sur l'autre. Ceux qui, comme Ali Laskri, revendiquent un congrès extraordinaire, soutiennent fièrement avoir remporté une première victoire, celle d'avoir «imposé le débat» contrairement au cas de l'autre membre du présidium, Rachid Halet, expédié en un quart de tour. Une comparaison que «relativise» une source très proche de l'instance présidentielle ou ce qu'il en reste, puisque, selon elle, le premier a été sanctionné (radiation des rangs du Front) pour avoir porté le différend en public via les médias alors que le second a été «intelligent» en agissant tout autrement, Laskri s'étant refusé à tout débat «en dehors des structures du parti», ce qui a suscité une «sympathie» à son endroit parmi des cadres et militants de base.

Ceci dit, s'il ne risque rien en termes de sanctions et s'il a réussi la première manche de son combat, l'ex-premier secré-



Ali Laskri.

taire national du FFS risque de perdre la seconde et ô combien capitale et ultime phase. Celle de pouvoir «inverser le rapport de force» en sa faveur et, donc, du camp qu'il incarne en vue du contrôle des destinées du parti qui constitue le véritable enjeu que les crises statutaires qu'enregistre le parti cycliquement.

D'où le forcing du camp Laskri, qui se savait dans le viseur de ses ex-pairs de l'instance présidentielle, à convoquer un congrès extraordinaire qu'il a, d'ailleurs, explicitement réclamé dans sa lettre de démission de

l'instance présidentielle. Surtout que les statuts parlent d'un conclave à tenir avec la même composante que celle du dernier ordinaire en date, celui de mai 2013, alors qu'un congrès ordinaire est à programmer dans un délai de six mois avec, en sus, une toute nouvelle composante. Autant d'atouts pour ce qui reste de l'instance présidentielle, Aziz Baloul et Mohand-Amokrane Chérifi qui voudraient avoir leurs adversaires en usant du facteur «temps». Mais une autre contrainte statutaire contrarie le plan du duo : selon notre source,

«le congrès ordinaire ne peut être convoqué que par l'instance présidentielle qui n'existe plus. Donc, il faut élire une nouvelle IP pour pouvoir organiser un congrès ordinaire. Ce qui ne peut être fait que par un congrès extraordinaire».

D'où la «tourmente» au sein du clan des Baloul et Chérifi qui «appréhendent un congrès extraordinaire au vu de l'actuel rapport de force qui leur serait défavorable». Ce «malaise» a été accentué par l'attitude de Laskri qui a préféré confiner les débats au sein des structures du parti contrairement à Rachid Halet dont l'écart de conduite, en rendant public son différend, a été mis à profit par ses adversaires pour l'achever. Un piège dans lequel le duo Baloul-Chérifi aurait souhaité voir tomber le député de Boumerdès pour lui porter le coup de grâce. Pour notre source, cette bagarre autour du respect des statuts et du règlement intérieur du FFS voile mal une «féroce rivalité entre les deux camps pour le contrôle de l'appareil du parti».

M. K.